



PRÉFET DU CHER

**Direction Départementale de la Cohésion Sociale
et de la Protection des Populations
Pôle de la Protection des Populations
Service de la Santé et de la Protection Animales
et de l'Environnement
Unité Protection de l'Environnement**

**Installation classée soumise
à autorisation n° 4009**

Société AXEREAAL – site de Moulins sur Yèvre

**Arrêté préfectoral n°2016-DDCSPP-095
portant mise en demeure de la société AXEREAAL – site de Moulins sur Yèvre
relatif à l'étude de dangers du site et aux mesures de maîtrise des risques instrumentées**

La Préfète du Cher,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8, L. 512-1 et R. 515-98 ;

Vu la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté n° 2004.1.1067 du 13 septembre 2004 autorisant l'extension d'un stockage d'engrais liquides et portant mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement que la société EPIS CENTRE exploite sur la commune de Moulins sur Yèvre ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2006.1.1039 du 4 août 2006 prescrivant des mesures de réduction du risque pour les silos situés à Moulins sur Yèvre ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2007.1.432 du 16 mai 2007 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2004.1.1067 du 13 septembre 2004 et fixant des prescriptions pour la réalisation de compléments à l'étude des dangers pour l'établissement situé à Moulins sur Yèvre ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009.1.1517 du 23 septembre 2009 mettant à jour la situation administrative de l'établissement exploité par la société EPIS CENTRE à Moulins sur Yèvre, fixant des prescriptions complémentaires pour ce site et donnant acte de l'étude de dangers de septembre 2007 et de ses compléments ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2011-1-0408 du 21 avril 2011 autorisant le changement d'exploitant au profit d'AXEREAAL ;

Vu le dossier de réexamen de l'étude de dangers du site de Moulins sur Yèvre transmis le 22 juin 2015 ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 5 août 2015 à l'exploitant, l'informant que le dossier de réexamen de l'étude des dangers transmis le 22 juin 2015 est incomplet et demandant de communiquer un dossier complété d'ici le 31 octobre 2015 ;

Vu le rapport d'inspection daté du 4 mars 2016 adressé à l'exploitant, qui fait suite à l'inspection du site réalisée le 5 novembre 2015 ;

Considérant que l'échéance de réexamen de l'étude de dangers du site était fixé au 30 septembre 2014 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis un dossier complété avant le 31 octobre 2015, suite au courrier de l'inspection des installations classées du 5 août 2015, contrevenant ainsi aux dispositions des articles R. 515-98 du Code de l'Environnement et 1 de l'arrêté préfectoral susvisé n° 2009.1.1517 du 23 septembre 2009 ;

Considérant que l'absence de réexamen de l'étude de dangers du site peut conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations ;

Considérant que l'échéance de réalisation de l'état initial des équipements techniques contribuant aux mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité était fixé au 31 décembre 2013 ;

Considérant que l'absence d'analyse visant à mettre en place programmation de surveillance des équipements techniques contribuant aux mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité peut conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, contrevenant ainsi aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit que lorsqu'un inspecteur de l'environnement a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

Sur proposition du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

La société AXERREAL, dont le siège social est situé 36 rue de la Manufacture – CS 40639 – 45 166 OLIVET Cedex, est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite route de Savigny en Septaine sur la commune de Moulins sur Yèvre (18 390), de respecter, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes

- Étude de dangers

article 1 de l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2009 et article R. 515-98 du Code de l'Environnement

« L'étude de dangers mentionnée à l'article R. 512-9 du Code de l'Environnement fait l'objet d'un réexamen au moins tous les cinq ans et d'une mise à jour si nécessaire. »

Elle est par ailleurs réalisée ou réexaminée et mise à jour :

- avant la mise en service d'une nouvelle installation, en application de l'article L. 512-1 ;
- avant la mise en œuvre de changements notables ;
- dans le délai de deux ans à compter du jour où l'installation entre dans le champ d'application de la présente sous-section ;
- à la suite d'un accident majeur. »

Sans préjudice des dispositions des articles L. 124-1, L. 124-4 et L. 515-36, lorsque l'étude de dangers peut être communiquée, un résumé non technique de cette étude est également mis à disposition. Ce résumé comprend au moins des informations générales sur les risques liés aux accidents majeurs et sur les effets potentiels sur la santé publique et l'environnement en cas d'accident majeur. »

• Mesures de Maîtrise des Risques Instrumentées

article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié

« L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant aux mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.

A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure dans les délais impartis et indépendamment des sanctions pénales encourues, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

A tout moment, et notamment en cas de non-respect des dispositions de l'article 1er du présent arrêté, les installations mentionnées au dit article pourront faire l'objet de la suspension de fonctionnement prévue à l'article L.171-7 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture du Cher, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant et au maire de Moulins sur Yèvre.

Bourges, le 16 mars 2016

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Directeur départemental de la cohésion sociale
et de la protection des populations,

Signé

Délais et voies de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du Tribunal Administratif d'Orléans (28, rue de la Bretonnerie, 45054 Orléans Cedex 1) :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

